



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement et du logement
Auvergne Rhône-Alpes
Unité interdépartementale Drôme Ardèche**

DÉCISION n° 20231010-DEC-DACA0947

EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.122-3 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT APRÈS
EXAMEN AU CAS PAR CAS SUR LE PROJET DE MODIFICATION DES CONDITIONS
D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DE SABLES SILICEUX DÉPOSÉ PAR LA SA VICAT
SUR LA COMMUNE DE ROCHECHINARD

Le Préfet de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la directive n° 2014/52/UE du 16 avril 2014 du parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 modifiant la directive 2011/92/UE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;

VU le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

VU l'arrêté préfectoral n° 26-2023-08-21-00004 du 21 août 2023 de délégation de signature à M. Cyril MOREAU ;

VU l'arrêté préfectoral n°7641 du 3 décembre 1975 autorisant la SARL Louis PERAZIO à exploiter une carrière de terres silico-argileuses sur le territoire de la commune de Rochechinard au lieu-dit « Le Favet » sur une superficie globale de 2 ha 36 a 10 ca et pour une durée de 10 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°4455 du 19 septembre 1985 renouvelant l'autorisation accordée par l'arrêté préfectoral n°7641 du 3 décembre 1975 à la société Louis PERAZIO pour une durée de 20 ans à compter du 3 décembre 1985 ;

VU l'arrêté préfectoral n°446 du 9 février 1999 autorisant la société ARGILES SILICES du ROYANS à Rochechinard, à se substituer à la société Louis PERAZIO pour l'exploitation de la carrière susvisée, avec mise en place des garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral n°05-5441 du 2 décembre 2005 autorisant la SARL ARGILES SILICES DU ROYANS, à Rochechinard, à exploiter une carrière de sables silico-argileux sur le territoire de la commune de Rochechinard au lieu-dit « Le Favet », sur une superficie globale de 2 ha 34 a 90 ca et pour une durée de 20 ans ;

VU l'arrêté préfectoral n°10-3273 du 9 août 2010 autorisant la SA VICAT à se substituer à la SARL ARGILES SILICES DU ROYANS pour l'exploitation de la carrière susvisée ;

VU la demande de modification des conditions d'exploiter enregistrée sous le n°2023 0327 déposée le 11 septembre 2023 et complétée le 21 septembre 2023 par la SA VICAT et publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 17 octobre 2023;

CONSIDÉRANT que le gisement a été plus faiblement exploité que prévu dans la demande d'autorisation initiale ;

CONSIDÉRANT que cette modification permettra de poursuivre l'exploitation pendant 20 ans ;

CONSIDÉRANT que la demande ne porte pas sur une extension de la surface autorisée par l'arrêté préfectoral n°05-5441 du 2 décembre 2005 ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et que la production maximale autorisée passera de 100 000 tonnes à 50 000 tonnes ;

CONSIDÉRANT qu'une mesure d'évitement de 3 800 m² de pelouse favorable au Zygène du Mélilot (papillon) est proposée par la SA VICAT ;

CONSIDÉRANT que la remise en état finale est inchangée et de type naturelle ;

CONSIDÉRANT les critères de l'examen au cas par cas figurant à l'annexe de l'article R. 122-3-1 du Code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme

DÉCIDE

Article 1 : Décision

Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de modification des conditions d'exploiter de la carrière, présenté par la SA VICAT objet de la demande n°2023 0327, n'est pas soumis à **évaluation environnementale**.

Article 2 :

La décision tacite d'évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3-1 du Code de l'Environnement est abrogée.

Article 3 : Autres obligations

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Article 4 : Délais et voies de recours

Cette décision ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Article 5 : Publication

La présente décision sera notifiée à la SA VICAT et sera publiée sur le site internet de la préfecture de la Drôme.

Fait à Valence, le **18 OCT. 2023**

Le préfet,


Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général
Cyril MOREAU